

Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites

La Fondation Copernic et l'association Attac lancent une pétition pour une "vaste mobilisation citoyenne" sur les retraites, demandant une taxation des profits pour s'attaquer aux déficits et la fin de "l'idéologie absurde du travailler toujours plus".

"Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne pour stopper cet engrenage", écrivent l'association altermondialiste Attac et la Fondation Copernic, qui rassemble notamment des universitaires et des acteurs du mouvement social.

Soulignant que les réformes des retraites menées depuis 1993 "ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20%", elles jugent que le gouvernement prépare un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein et un recul de l'âge légal minimal.

"Ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes", déplore le texte de la pétition.

"La vraie raison des mesures qui s'annoncent n'est pas liée à la démographie", poursuivent ses auteurs pour qui l'objectif principal serait de rassurer les marchés financiers.

Pour régler le problème des déficits, le texte propose comme alternative "un accroissement des prélèvements sur la richesse produite", visant particulièrement les profits pour "en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers".

Le texte comptait près de 500 premiers signataires à la mi-journée.

L'appel peut être signé sur <http://exigences-citoyennes-retraites.net/>

Le gouvernement français s'apprête à engager une nouvelle réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition en jurant une fois de plus que c'est pour le sauver. Le bilan des réformes menées depuis 1993 est déjà catastrophique, car toutes les dispositions prises (calcul sur les vingt-cinq meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit que le taux de remplacement moyen ce niveau de la retraite par rapport au salaire ce passerait de 72 % en 2007 à 59 % en 2050. Cette dégradation continuera donc de frapper les actuels retraités et touchera également les générations suivantes.

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraites du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié(e)s les plus jeunes qui subiraient les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite. Le gouvernement et le patronat persistent à vouloir durcir les conditions de départ en retraite alors même que les

entreprises continuent de se débarrasser des salariés âgés avant qu'ils aient acquis la totalité de leurs droits. Exiger que les salariés travaillent et cotisent plus longtemps, alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, ne vise qu'à baisser le niveau des pensions. De plus, cette logique remet en cause la solidarité intergénérationnelle. Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes. Au lieu de voir dans la retraite par répartition une transmission perpétuelle et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante, le gouvernement et le patronat, afin d'attiser la division, la stigmatisent comme un fardeau pour la seule génération à venir. Le danger ne s'arrête pas là. Le COR dessine les contours d'une réforme pour remplacer notre système par un autre par points ou par comptes notionnels.

Dans les deux cas, il s'agirait de ne plus avoir à assurer un taux de remplacement du salaire défini à l'avance et de faire de la variation du niveau des pensions le moyen d'équilibre financier des régimes. Cela aggraverait encore la baisse du niveau des pensions et contraindrait les salariés, particulièrement les salarié(e)s pauvres et effectuant les travaux pénibles, à travailler toujours plus longtemps. La vraie raison des mesures qui s'annoncent n'est pas liée à la démographie. La crise financière a provoqué une récession et donc une flambée des déficits publics. Les États continuent benoîtement à financer leurs déficits en empruntant sur ces mêmes marchés financiers qui ont provoqué la crise. Réduire ces déficits pourrait se faire par une taxation du capital. Mais les spéculateurs refusent évidemment cette solution, demandent que les États donnent des gages et exigent une réduction des dépenses publiques. Une alternative à cette régression sociale existe pourtant. A moins de décréter la paupérisation des retraité(e)s, il est normal de couvrir les besoins sociaux liés à l'augmentation de leur part dans la population par un accroissement des prélèvements sur la richesse produite. Les déficits des caisses de retraite sont essentiellement dus au refus obstiné de le faire. Pourtant, le besoin supplémentaire de financement nécessaire aux retraites est réalisable puisqu'il a été chiffré en 2007 par le COR entre 1 et 2 points de PIB jusqu'en 2050, à comparer avec la chute de la part de la masse salariale de 8 points au cours des dernières décennies et avec l'explosion correspondante des dividendes, qui sont passés de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2007. Il est donc juste d'augmenter la part des salaires et des pensions dans la richesse produite en s'attaquant aux profits. Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité. La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité(e)s, l'idéologie absurde du "travailler toujours plus" et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux pour stopper cet engrenage.

Premiers signataires :

Alain Accardo (sociologue, université Bordeaux-III) Étienne Adam (Fase/Anpag basse Normandie, Solidaires précaires chômeurs Caen) Vladimir Andreff (économiste, université Paris-I) Jean-Christophe Angaut (philosophe, École normale supérieure) Michel Angot (secrétaire national de la FSU) Michaël Assous (économiste, université Paris-I) Clémentine Autain (féministe, membre de la Fase et directrice du mensuel Regards) Geneviève Azam (économiste, université Toulouse-II) Ana Azaria (présidente de Femmes Égalité) Nicole Azoulay (économiste, université Paris-VII) Julien Bach (haut fonctionnaire) Marinette Bache (présidente de Résistance sociale) Odile Barbot (militante associative) Louis-Marie Barnier (syndicaliste, sociologue) Catherine Baron (professeure, université Toulouse-II) Philippe

Batifoulier (université Paris-X) Christophe Baticle (sociologue, université de Picardie Jules-Verne) Francine Bavay (conseillère régionale) Julien Bayou (Génération précaire) Laure Bazzoli (économiste, université Lyon-II) Alain Beitone (professeur de sciences économiques et sociales, Marseille) Marie-Claude Belis-Bergouignan (professeure d'économie, université Bordeaux-IV) Rachid Belkacem (économiste, université Nancy-II) Emmanuelle Bénicourt (économiste, université de Valenciennes) Mathieu Béraud (économiste, université Nancy-II) Laure Bereni (sociologue, École normale supérieure) Claude Bernard (président national de l'UNRPA) Sophie Beroud (politiste, université Lyon-II) Éric Berr (économiste, université Bordeaux-IV) Gérard Berthiot (premier vice-président de la région Champagne-Ardenne, PS) Élodée Bertrand (économiste, université de Dunkerque) Olivier Besancenot (porte-parole du NPA) Dominique Bessire (professeure de sciences de gestion, université Orléans) Éric Beynel (secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires) Martine Billard (députée, Parti de gauche) Baptiste Bloch (Attac Campus) Catherine Bloch London (sociologue) Jean-Jacques Boisslaroussie (porte-parole des Alternatifs) Luc Boltanski (sociologue, École des hautes études en sciences sociales) Matthieu Bonduelle (secrétaire général du Syndicat de la magistrature) Paul Bouffartigue (sociologue, CNRS) Jean Brafman (conseiller régional d'Île-de-France) Jean-Claude Branchereau (syndicaliste CGT Banques) Patrick Braouezec (député de Seine-Saint-Denis) Patrick Brody (syndicaliste) Charlotte Brun (secrétaire nationale du PS aux personnes âgées, handicap et autonomie) François Brun (sociologue, GTM-CNRS) Marie-George Buffet (députée, secrétaire nationale du PCF) Hélène Cabioc'h (Aitec) Gérard Caby (président des Amis de la Terre, Nord) Claude Calame (directeur d'études, École des hautes études en sciences sociales) Bernard Cassen (secrétaire général de Mémoire des luttes, président d'honneur d'Attac) François Castaing (économiste, université Paris-VIII) Robert Castel (sociologue, directeur d'études, École des hautes études en sciences sociales) David Cayla (économiste, université d'Angers) Leila Chaibi (L'Appel et la pioche, coprésidente de la Fondation Copernic) Jean Claude Chailley (secrétaire général de Résistance sociale) Philippe Chaniel (sociologue, université Paris-Dauphine, secrétaire général de la Revue du Mauss) Patrick Champagne (sociologue, CSE-CNRS) Christophe Charle (professeur à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne) Juliane Charton (trésorière nationale de l'Union nationale lycéenne) Sébastien Chauvin (sociologue, université d'Amsterdam) Jean-Jacques Chavigné (CN du PS, coauteur de SOS-Sécu !) Solange Cidreira (Initiative féministe européenne) Maxime Combes (Aitec-Ipam, Paris) Pierre Concialdi (économiste-chercheur) Philippe Corcuff (politiste, IEP de Lyon, conseil scientifique d'Attac) Laurent Cordonnier (économiste, université Lille-I) Delphine Corteel (enseignant-chercheur, université de Reims-Champagne-Ardenne-Laboratoire IDHE (ENS Cachan-CNRS) Annick Coupé (secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires) Pierre Cours-Salies (professeur de sociologie, université Paris-VIII) Françoise Cousin (ethnologue) Nathalie Coutinet (économiste, université Paris-XIII) Thomas Coutrot (économiste-statisticien, coprésident d'Attac) Daniel Couy (Apeis) Monique Crinon (sociologue et philosophe) Michel Damian (économiste, université Grenoble-II) Noël Daucé (secrétaire national de la FSU) Vincent de Gaulejac (professeur de sociologie, université Paris-VII) Caroline de Haas (Oser le féminisme) Marilza dDe Melo Foucher (économiste) Alain de Toledo (économiste, université Paris-VIII) Claude Debons (Bureau national - Parti de gauche) Georges Debregeas (physicien, CNRS, École normale supérieure) René Defroment (CGT construction 63) Christophe Delecourt (syndicaliste CGT-Finances) Marc Delepouve (Bureau national du Snesup-FSU) Chantal Delmas (militante PCF et altermondialiste) Sandra Demarcq (comité exécutif du NPA) François Denord (sociologue, CSE-CNRS) Monique Dental (animatrice du réseau féministe ≈ † Ruptures) Cyril Di Méo (professeur de sciences économiques et sociales) Renato Di Ruzza (professeur, université de Provence) Paul Dirkx (sociologue, université Nancy-II) Keith Dixon (professeur de civilisation britannique, université Lumière Lyon-II)

Emmanuel Dockès (professeur de droit, université Paris-Ouest-Nanterre) Jean-Paul Domin (économiste, université Reims) Vincent Dubois (professeur de sociologie et science politique, Institut d'études politiques de Strasbourg et Institut universitaire de France) Cécile Dufлот (secrétaire nationale Les Verts) Pierre Duharcourt (représentant de la FSU au Conseil économique, social et environnemental) Cédric Durand (économiste, université Paris-XIII) Jean-Pierre Durand (professeur de sociologie, université d'Évry) Michelle Ernis (Gauche unitaire) Antoine Evennou (président de l'Union nationale lycéenne) Anne Eydoux (économiste, université Rennes-II) François Eymard-Duvernay (université Nanterre) Patrick Farbiaz (Réseau écosyndicaliste) Sybille Fasso (conseillère municipale PS, Paris-10e) Olivier Favereau (professeur d'économie, université de Nanterre) Jean-Michel Faure (professeur de sociologie, université de Nantes) Hervé Fayat (professeur de sciences économiques et sociales) Sonia Fayman (sociologue, militante de la solidarité internationale) Anne Feray (secrétaire nationale de la FSU) Gérard Filoche (inspecteur du travail, Conseil national du PS) Léa Filoche (conseillère de Paris) David Flacher (économiste, université Paris-XIII) Geneviève Fraisse (philosophe, CNRS, ancienne députée européenne) Jacqueline Fraysse (députée des Hauts-de-Seine) Guy Friedman (sociologue du travail) Cécolène Frisque (sociologue, université de Nantes) Brigitte Font Le Bret (psychiatre) Maryse Gadreau (économiste, université de Dijon) Jean Gadrey (professeur émérite, université de Lille) Francisco Garcia (vice-président national de l'UNRPA) Sandrine Garcia (sociologue, université Paris-IX-Dauphine) Isabelle Garo (professeur de philosophie, revue Contretemps) Laurent Garrouste (juriste du travail) Laurent Gathier (secrétaire général de l'Union Snui-SUD Trésor Solidaires) Karl Ghazi (CGT Commerce) Élisabeth Gauthier (coéditrice de la revue Transform !) Alice Gavalet (designer) Bertrand Geay (professeur de sociologie, université de Picardie-Jules-Verne) Didier Gélot (économiste) Jacques Généreux (économiste, Sciences-Po Paris) Susan George (écrivain, présidente d'honneur d'Attac) Bernard Gerbier (économiste, université Grenoble-II) Ariane Ghirardello (économiste, université Paris-XIII) Patrick Gianfaldoni (économiste, université d'Avignon) Claire Gondard-Delcroix (économiste, université Bordeaux IV) Claude Gnos (économiste, université de Dijon) Bernard Grangeon (CGT Energie Clermont-Ferrand) Jérôme Guedj (membre du Bureau national du PS) Stéphane Guillemarre (professeur de philosophie, cosecraire de la Fondation Copernic) Janette Habel (politiste, Institut des hautes études d'Amérique latine) Lilian Halls French (Initiative féministe européenne) Razzy Hammadi (secrétaire national du PS) Naïma Hanafi (informaticienne pour les comptes de l'État) Jean-Marie Harribey (économiste, université Bordeaux-IV) Serge Havet (président d'AC !) Chantal Hersemeule (altermondialiste et féministe) Héléna Hirata (sociologue, directrice de recherches, université Paris-VIII) Liem Hoang-Ngoc (économiste, université Paris-I) Charles Hoareau (syndicaliste CGT nettoyage) Didier Horus (représentant de la FSU au Conseil d'orientation des retraites) Virginie Houadec (Conseil national du PS) Michel Husson (économiste, chercheur à l'Ires) Sophie Jallais (économiste, université Paris-I) Lucien Jallamion (secrétaire général et porte-parole de République et Socialisme) Florence Jany-Catrice (économiste, université Lille-I) Esther Jeffers (économiste, université Paris-VIII) Isaac Johsua (économiste, université Paris-XI) Samuel Joshua (professeur en sciences de l'éducation, université de Provence, président de la société Louise-Michel) Nicolas Jounin (sociologue, université Paris-VIII) Régis Juanico (trésorier du PS, député de la Loire) Julien Jusforgues (conseil national du Parti socialiste) Pierre Khalfa (secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires) Michèle Kintz Tailleur (Association des communistes unitaires) Michel Koebel (sociologue, université de Strasbourg) Sthatis Kouvelakis (philosophie politique, King's College Londres) Agnès Labrousse (économiste, université d'Amiens) Hubert Labrousse (ex-secrétaire du comité d'entreprise de l'Institut Pasteur, membre d'Attac Paris 15) Bernard Lacroix (professeur de science politique, membre de l'Institut universitaire de France) Elsa Lafaye de Micheaux

(économiste, université Angers) Marion Lafon (Attac Campus) Rachel Lafontaine (porte-parole des Alternatifs) Stéphanie Laguérodié (économiste, université Paris-I) Bernard Lahire (sociologue, professeur à l'École normale supérieure de Lyon) Jean-Yves Lalanne (maire de Billère, 64) Dany Lang (économiste, Centre d'économie de Paris-Nord, CNRS) Didier Lassauzay (CGT Champagne Ardenne) Sandra Laugier (philosophe, professeure à l'université de Picardie-Jules Verne) Pierre Laurent (coordinateur de la direction du PCF) Stéphane Lavignotte (pasteur de la Mission populaire La Maison verte Paris 18e) Jacques Le Bohec (professeur de sciences de la communication, université Lyon-II) Brigitte Le Grignou (professeur de science politique, université Paris-Dauphine, Julie Le Mazier (secrétaire fédérale de SUD Étudiant) Pierre Le Masne (économiste, université de Poitiers) Nathalie Le Mel (féministe) Claire Le Strat (politiste, GAP, Paris-Ouest-Nanterre) Didier Le Reste (syndicaliste cheminot) Frédéric Lebaron (professeur de sociologie, membre de l'Institut universitaire de France) Catherine Lebrun (secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires) Thierry Lecras (vice-président de l'Unef) Rémi Lefebvre (professeur de science politique, université Lille-II) Florence Lefresnes (économiste et chercheuse) Philippe Léger (économiste, université d'Amiens) Stéphane Lelay (sociologue, revue Mouvements) Claudine Legardinier (journaliste) Jacques Lerichomme (membre de la Fondation Copernic) Dominique Lhuilier (professeure des universités, chaire de psychologie du travail, Cnam) Marie-Noëlle Lienemann (ancienne ministre du logement, bureau national du PS) Danièle Linhart (sociologue, directrice de recherches au CNRS) Alain Lipietz (économiste, Les Verts) Laurence Lizé (économiste, université Paris-I) Huayra Llanque (artiste plasticienne) Frédéric Lordon (économiste, CNRS) Michèle Loup (ex-conseillère régionale Ile-de-France en charge de l'égalité hommes-femmes) Michael Löwy (directeur de recherche émérite au CNRS) Yannick Lung (professeur d'économie, université Bordeaux-IV) Christian Mahieux (cheminot, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires) Céline Malaisé (Gauche unitaire) Henri Maler (université Paris-VIII) Jean Malifaud (mathématicien, secrétaire national Snesup-FSU) Noël Mamère (député de la Gironde) Marc Mangenot (économiste) Sylvain Maresca (professeur de sociologie, université de Nantes) Didier Marguery (syndicaliste CGT Finances) Michel Maric (économiste, université de Reims) Fernanda Marrucchelli (présidente de la Fédération de Paris-de l'UNRPA) Georges Martel (vice-président de la commission nationale des conflits du PS) Roger Martelli (historien) André Martin (ingénieur, UGICT CGT) Nelly Martin (Coordination française Marches mondiales des femmes) Christiane Marty (ingénieure, conseil scientifique d'Attac) Olivier Masclat (sociologue, université Paris-V) Antoine Math (économiste-chercheur) Lilian Matthieu (sociologue, CNRS) Jérôme Maucourant (économiste, université Lyon-II) Gérard Mauger (sociologue, CSE-CNRS) Delphine Mayrargue (secrétaire nationale au travail et à l'emploi, PS) Jacques Mazier (économiste, université Paris-XIII) Caroline Mécary (avocate, coprésidente de la Fondation Copernic) Jean-Luc Mélenchon (président du Parti de gauche) Anna Mélin (secrétaire générale de l'Unef) Claude Michel (syndicaliste Fnsac, CGT) Olivier Michel (professeur d'informatique, université Paris-XII) Julien Milanese (économiste, porte-parole de l'alternative régionale Langon-Pau) Catherine Mills (économiste, université Paris-I) Michaël Moglia (membre du Conseil national du PS, conseiller régional NPDC) Jean-Marie Monnier (économiste, université Paris-I) Sabine Montagne (économiste, université Paris-Dauphine) Matthieu Montalban (économiste, université Bordeaux-IV) Annie Montigny (maître de conférences, Museum national d'histoire naturelle) René Mouriaux (politologue) Philippe Mühlstein (ingénieur, conseil scientifique d'ATTAC) Corinne Nativel (angliciste et politiste, université de Besançon) Frédéric Neyrat (sociologue, université de Limoges) Christian Nguyen (Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics) Gérard Noiriel (historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales) André Orléan (économiste, École d'économie de Paris) Christian Palloix

(économiste, université Amiens) Jean-Jacques Paris (secrétaire général de l'Anecr, Association nationale des élus communistes et républicains) Francis Parny (membre de l'exécutif national du PCF, vice-président de la région Île-de-France) René Passet (professeur d'économie émérite, université Paris-I Sorbonne) Robert Pelletier (syndicaliste CGT Métaux) Willy Pelletier (sociologue, coordinateur général de la Fondation Copernic) Jacqueline Pénit (biologiste) Anne Pernet (secrétaire générale adjointe de l'Union nationale lycéenne) Patrice Perret (secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires) Evelyne Perrin (Stop précarité) Roland Pfefferkorn (professeur de sociologie, université de Strasbourg) Christian Picquet (Gauche unitaire) Claude Piganiol-Jacquet (économiste) Claire Pignol (économiste, université Paris-I) Louis Pinto (sociologue, CSE-CNRS) Dominique Plihon (professeur d'économie, université Paris-Nord) Michelle Poinot (bibliothécaire) Mireille Poirier (juriste, droit privé, université Bordeaux-IV) Alain Pojolat (Comité exécutif du NPA) Thierry Pouch (économiste, université Marne-la-Vallée) Christine Poupin (comité exécutif du NPA) Nicolas Postel (économiste, université Lille-II) Jean-Baptiste Prévost (président de l'Unef) Bernard Pudal (professeur de science politique, université Paris-Ouest Nanterre) Christophe Ramaux (économiste, université Paris-I) Patrick Ramonatxo (psychothérapeute) Gilles Raveaud (économiste, université Paris-VIII Saint-Denis) Marie-Blanche Régnier (vice-présidente du Syndicat de la magistrature) Philippe Reig (responsable national de République et Socialisme) Emmanuel Renault (philosophe, École normale supérieure) Emmanuelle Réungoat (doctorante en science politique, université Paris-I, CESSP) Sabine Reynosa (féministe, syndicaliste) Géraldine Rieucan (économiste, université Paris-VIII) Jacques Rigaudiat (Parti de gauche) Michèle Riot-Sarcey (historienne, féministe) Nathalie Robatel (sociologue, Fondation Pézerat) Chantal Rogerat (ancienne syndicaliste et sociologue) Suzy Rojzman (porte-parole du Collectif national pour les droits des femmes) Josette Rome-Chastanet (Initiative féministe européenne) Michel Rousseau (Marches européennes contre le chômage) Sandrine Rousseau (économiste, université Lille-I) Violaine Roussel (professeure de sociologie, université Paris-VIII) Jean-Marie Roux (membre du secrétariat de la fédération finances CGT) Juan Roy de Menditte (philosophe) Sabine Rozier (sociologue, université de Picardie Jules-Verne) Sophie Saglio (économiste, université Paris-VIII) Yves Salesses (haut fonctionnaire, coprésident d'honneur de la Fondation Copernic) Marie-Josée Salmon (présidente du collectif féministe Ruptures) Catherine Samary (économiste, université Paris-Dauphine) Isabelle Sargeni (secrétaire nationale de la FSU) Damien Sauze (économiste, université Dijon) Claude Serfati (économiste, université Saint-Quentin-en-Yvelines) Patrick Silberstein (directeur des Éditions Syllepse) Nicolas Sembel (sociologue, université Bordeaux-II) Patrick Serand (commission retraite UGFF CGT) Édouard Sill (historien) Rachel Silvera (économiste, université Paris-Ouest Nanterre-La Défense) Patrick Simon (démographe, Ined) Arnault Skornicki (politiste, université Paris-Ouest Nanterre) Richard Sobel (économiste, université Lille-I) Édith Soboul (secrétaire fédérale d'Alternative libertaire) Françoise Solignac (féministe) Éric Soriano (politiste, université Paul Valéry, Montpellier-III) Henri Sterdyniak (directeur du département économie de la mondialisation, OFCE) Philippe Sultan (inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche) Maya Surduts (porte parole du Collectif national pour les droits des femmes) Christian Taillandier (Sigma FSU) Clarisse Taron (présidente du Syndicat de la magistrature) Patricia Tejas (syndicaliste CGT) Bruno Théret (économiste, université Paris-Dauphine) Nadine Thévenot (économiste, université Paris-I) Bruno Tinel (économiste, université Paris-I) Marie-Hélène Tissot (militante féministe et altermondialiste) Catherine Touchefeu (vice-présidente du conseil général de Loire-Atlantique, adjointe au maire de Nantes) Claude Touchefeu (adjointe au maire de Toulouse, conseillère générale de Haute-Garonne) Marie-Pierre Toubhans (Gauche unitaire) Éric Thouzeau (conseiller régional Pays de Loire) Josette Trat (sociologue, université Paris-VIII) Stéphanie Treillet (économiste,

université Paris-XII) Céline Tremaudan (secrétaire fédérale de SUD Étudiant) Aurélie Trouvé (ingénieur agronome, coprésidente d'Attac) Marlène Tuininga (journaliste, présidente de la Ligue des Femmes pour la paix, WILPF-France) Raymond Vacheron (CGT 43) Mehrdad Vahabi (économiste, université Paris-VIII) Bernard Vallageas (économiste, université Paris-Sud) Jérôme Valluy (politiste, université Paris-I) Carlo Vercellone (économiste, université Paris-I) Claire Villiers (ancienne vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France) Patrick Viveret (philosophe, conseiller à la Cour des comptes) Christophe Voillot (politiste, université Paris-Ouest Nanterre) Loïc Wacquant (sociologue, University of California, Berkeley, et Centre de sociologie européenne, Paris) Marion Wiszniak (magistrate) Genevieve Wortham (conseillère régionale d'Île-de-France, PS) Louis Weber (ancien président de l'Institut de recherche de la FSU, rédaction de Savoir/Agir) Gilles Yovan (revue les Périphériques vous parlent) Clara Paul Zamour, secrétaire de l'Union nationale lycéenne) Michel Zerbato (économiste, université Bordeaux-IV) Bertrand Zuindeau (économiste, université Lille I)

L'appel peut être signé sur <http://exigences-citoyennes-retraites.net/>